

DÉCLARATION FO ÉNERGIE ET MINES

Le gouvernement dans sa frénésie de contre-réformes s'attaque à tout ce qui a été conquis par la négociation et par les luttes.

La volonté affichée de remettre en cause la fonction publique dans ses fondements (hospitalière, territoriale, état...), c'est s'attaquer frontalement aux principes et valeurs essentielles de la république.

*Il n'y a pas de république
sans service public
Il n'y a pas de service
public sans agent public.*

Pour FO Énergie et Mines, il est clair qu'il y a une volonté de casse du Service Public Républicain auquel les Français sont fortement attachés.

Pour FO Énergie et Mines, en faisant cela, le gouvernement applique un dumping social sans précédent qui ne profitera ni aux salariés ni aux citoyens de toute évidence.

Dans un contexte d'inquiétude, de remises en cause des garanties sociales, FO Énergie et Mines tient à rappeler dans cet organisme social qu'en s'attaquant aujourd'hui à la SNCF c'est tout simplement s'attaquer à un des modèles sociaux de notre République.

RÉSISTER C'EST S'EXPRIMER ET AGIR

FO Énergie et Mines rappelle son soutien aux cheminots. Une solidarité interprofessionnelle avec les cheminots en grève se doit d'être renforcée.

FO Énergie et Mines dénonce avec vigueur l'attaque en règle contre le service public ferroviaire.

APRÈS LA SNCF, À QUI LE TOUR ?

Rappelons-nous : les expériences passées de GDF devenant GDF SUEZ et de France Telecom devenant Orange ont mené à une déréglementation subie négativement par les usagers ; cela s'est traduit par des augmentations de tarifs, par des services dégradés et payants, etc.

Les gaziers et électriciens savent mieux que quiconque que l'introduction à la concurrence n'a rien apporté de bon aux usagers, à titre d'exemple plus de 70 % du tarif d'électricité.

FO Énergie et Mine ne doute pas que les IEG sont dans la ligne de mire du gouvernement.

En effet, comment ne pas mentionner les rumeurs incessantes de démantèlement d'EDF, la volonté de baisser la part de l'État dans ENGIE, les réformes permanentes, la baisse des effectifs, la remise en cause des concessions hydrauliques de la CNR, la réduction drastique des moyens

bénévoles dans les activités sociales, le contournement du statut, la situation des retraités ? Toutes ces inquiétudes sont des débats aujourd'hui et une réalité du présent.

Pour FO Énergie et Mines, la réforme des marchés de l'énergie à l'horizon 2030, est conduite par une Commission européenne zélée qui affiche sa volonté impudique de transformer la gouvernance énergétique et de mener à un libéralisme économique d'un capitalisme tout-puissant.

Cela conduit à la primauté de l'individuel sur le collectif et à la perte du lien intergénérationnel.

Enfin, à FO Énergie et Mines, nous nous félicitons de la démarche commune des CCE ENEDIS, GRDF, EDF SA et EDF commerce, ENGIE SA, d'avoir pris l'initiative auprès des élus de les alerter du danger imminent de la casse du Service Public et de ses conséquences sur les territoires.

Non à la privatisation des Services Publics

OUI à la défense des agents et de leur Statut